

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

« Bricoler » l'emploi



GÉRARD DUMÉNIL,
Directeur de recherche
au CNRS

Contrat première embauche (CPE), contrat nouvelles embauches (CNE), plan de développement des services à la personne... La droite s'est emparée du thème du chômage, notamment celui des jeunes. Les termes « création d'emploi » ou « embauche » sont devenus les mots clés de la communication de masse. Mots magiques sans doute. Mais, attention, il y a de

bonnes et de mauvaises fées, et surtout beaucoup de bonimenteurs dans la profession. CPE et CNE, on sait de quoi il s'agit : faciliter les conditions de licenciement. « S'il est facile de licencier, les entreprises ne craindront pas d'embaucher. » Tout serait donc là : « Le chômage se perpétue, les jeunes sont tenus à l'écart de l'emploi, parce que les patrons ne peuvent pas se défaire facilement de leurs employés, et embauchent peu. » Avec les services à la personne, on change de terrain. Ce sont les ménages qui vont faire le travail. Les besoins sont énormes : assistance aux personnes âgées, garde d'enfants, et enfin bricolage et jardinage, les piliers de la vie pavillonnaire.

La cause principale du chômage

« structurel » (c'est-à-dire indépendant des hauts et des bas de l'emploi reflétant la conjoncture économique), tel que nous le connaissons en France depuis la fin des années 1970, est la chute de l'investissement. Chute formidable. En 1970, la masse des constructions et des machines détenue par les sociétés non-financières françaises croissait à un rythme annuel de 8 % ; nous en sommes maintenant à 2 %. À cela s'ajoutent secondairement une technologie qui économise sur le travail et l'exportation de capitaux. Mais de ces causes-là, il n'est jamais question. Il y a l'« intouchable », la logique néolibérale ; et ce qui « doit » être réformé d'urgence, ledit « marché du travail ». Deux poids et deux mesures.

L'intouchable est ce qui a trait à la gestion néolibérale des entreprises (pompeusement : « gouvernement d'entreprise ») et aux politiques économiques et sociales correspondantes. « L'objectif de la gestion n'est pas l'emploi ni la croissance, mais la distribution de dividendes et les cours de la Bourse. » « Quant aux politiques, leur cible n'est pas l'emploi, mais la stabilité des prix. » « Vous voulez revenir sur l'ouverture commerciale internationale et la libre circulation des capitaux ? »

« Foutaise que cet autre monde possible ! Passéisme ! C'est simple, vous autres, altermondialistes, êtes « réactionnaires ». » Vive le progrès !

Et l'« urgence de réforme » ? « Profitons donc d'une vague de chômage, sous prétexte de son traitement, pour diminuer les garanties des travailleurs ». Ce mouvement est en route depuis les mesures prises, au début des années 1970, visant à rectifier les « acquis » de 1968. Et, dans le néolibéralisme, les choses n'ont fait que s'accélérer.

À l'« erreur » de diagnostic sur l'origine du chômage, où la science n'a guère à voir, s'ajoute une confusion sur les effets des remèdes envisagés. Plus que la réduction du chômage moyen, la « flexibilité », objet des convoitises du patronat, produira en fait ce qu'on observe aux États-Unis : des fluctuations cycliques plus fortes de l'emploi selon les phases de la conjoncture : surchauffes et récessions. L'emploi suivra davantage la production dans ses hauts et ses bas. Qui en profite ? Les entreprises qui ajustent immédiatement l'emploi à

leurs besoins. Pour les travailleurs, le bilan est nul : embauche et licenciement. Mais ce n'est pas cette élasticité qui explique les taux de chômage moyens plus faibles dans ce pays, mais sa capacité à attirer vers lui les épargnes du reste du monde, qui financent ainsi sa propre accumulation du capital et ses investissements à l'étranger. Mais la France n'est pas le centre du monde...

Faute des entreprises, on va faire avec les ménages. On parle de 2 millions d'emplois créés. « Cohésion sociale » oblige, et on ne va pas détruire la planète avec des aides à domicile. Que peut faire un gouvernement ? Aider par des allègements d'impôts. D'où la modernisation du Chèque emploi service (CES) ; permettre aux entreprises de payer leurs salariés en CES qu'ils peuvent, à leur tour, utiliser pour employer des aides.

Peut-on être plus social ! Sommes-nous à droite ou à gauche ? Les idées d'Attac progressent ! La voie vers les élections est pavée de bonnes intentions. Le problème de ce type de mesures, c'est qu'elles ont un coût, même si certaines compensations s'opèrent (les nouveaux employés sont, par exemple, une source de cotisations sociales). Quand elles sont le fait de la droite, ce coût n'est pas financé par des impôts supplémentaires. Il faut donc trouver l'argent. « Augmenter le déficit budgétaire, il ne saurait en être question. » Qui en fera les frais ? L'éducation, la recherche, etc.

Difficile de lutter contre le chômage sans toucher à ses causes.

La flexibilité, plutôt que réduire le chômage, produira ce qu'on observe aux États-Unis : des fluctuations plus fortes de l'emploi selon la conjoncture.